

Le logement

M. Robinson (Burnaby): Le député d'en face me demande de combien. J'apprécie sa participation à ce débat et ses recommandations quant à la baisse des taux d'intérêt. Notre parti estime que les taux d'intérêt devraient être ramenés à 1 p. 100 au-dessus du taux d'inflation actuel. Cette mesure aurait des répercussions immédiates et très sensibles sur la crise du logement à laquelle notre pays est actuellement en proie.

Nous préconisons que les banques réservent une partie de leur porte-feuille créances pour accorder des hypothèques à long terme à des taux d'intérêt inférieurs, notamment à ceux qui achètent une maison pour la première fois. Au lieu de démanteler la SCHL comme le parti conservateur l'a préconisé, nous croyons au contraire qu'il conviendrait de lui redonner de l'importance en lui accordant un budget supplémentaire de 500 millions de dollars pour la construction de logements sociaux. C'est un minimum et ce n'est qu'un début. Une telle mesure est nécessaire pour bâtir des logements coopératifs et de location à but non lucratif. Ce n'est que le début.

En Colombie-Britannique, le secteur forestier traverse une crise et des milliers de travailleurs, notamment des membres du Syndicat international des travailleurs du bois d'Amérique, sont sans travail ayant été mis à pied et d'autres sont menacés de l'être. Le secteur est donc en proie à un marasme grave. Il est temps que le gouvernement se resaisisse. Il faut qu'il admette que des milliers de travailleurs du bâtiment et du secteur du bois cherchent des emplois et qu'on peut les employer en construisant les logements à des prix modiques qui nous font tellement défaut. C'est le genre de programme énergétique et efficace que nous mettrions en place si nous étions au pouvoir.

Nous pensons aussi que l'on devrait louer à bail des terres de la Couronne pour permettre de construire des logements à prix réduit. Nous sommes favorables à des mesures énergiques et efficaces de contrôle des loyers. Certains nous feront remarquer que nous ne sommes pas au pouvoir; seulement, je tiens à signaler que le gouvernement du Manitoba a annoncé dernièrement la mise en place d'un important programme qui va dans le sens des suggestions que j'ai faites aujourd'hui et qui constitue un pas important en faveur des locataires et des propriétaires de maisons de cette province.

Il existe une autre catégorie importante de la population de ma circonscription—les étudiants—qui fait face à un grave problème de logement. Le problème est particulièrement aigu dans ma circonscription de Burnaby, car on y trouve l'Université Simon Fraser, l'Institut de technologie de Colombie-Britannique, qui est le seul institut de technologie de pointe de la province, ainsi que le *Pacific Vocational Institute*. Chaque année, il sort 1,900 diplômés de l'Institut de technologie de Colombie-Britannique.

L'Orateur suppléant (M. Tousignant): A l'ordre, je vous prie.

M. Greenaway: Monsieur l'Orateur, le député accepterait-il de répondre à une question?

M. Robinson (Burnaby): Monsieur l'Orateur si le député veut bien attendre, je répondrai à sa question quand j'aurai fini mon intervention.

Comme je viens de le dire, il sort chaque année 1,910 diplômés de l'ITBC. Cette institution accueille des étudiants de toute la province. Elle compte 4,000 étudiants, dont la moitié

ne sont pas originaires du sud de la vallée du Fraser. Le campus ne peut loger que 250 étudiants: c'est insuffisant. Chaque année, 2,000 étudiants cherchent un logement. Bon nombre d'entre eux viennent des régions rurales de la Colombie-Britannique où ils ne peuvent suivre des cours de technologie avancée. Depuis quelques années, la demande s'est accrue. En fait, il faudrait que chaque année 6,000 étudiants sortent de l'ITBC. Dans notre province, cette institution est un exemple de réussite. Pour atteindre cet objectif, il faudrait que les étudiants qui viennent de l'extérieur puissent trouver à se loger.

Il y a un an environ, la ville de Burnaby a décidé de faire appliquer son règlement sur les appartements illégaux. Les inspecteurs ont effectué des descentes au milieu du trimestre. Les étudiants de l'ITBB, du PVI et de l'USF ont dû persuader les hommes politiques qu'il serait regrettable de chasser les étudiants de ces appartements. Voilà à quoi nous en sommes réduits. Les étudiants sont obligés de vivre à deux ou à trois dans des appartements illégaux afin de pouvoir se loger décemment.

Les besoins du Pacific Vocational Institute en matière de logement sont différents. De nombreux étudiants sont déjà dans la vie active; ils viennent sur le campus pour quatre à huit semaines. Ils sont là pour une période relativement courte. Leurs besoins en matière d'hébergement sont particuliers. L'Institut a pris contact avec la SCHL à ce sujet. Malheureusement, la Société leur a fait savoir qu'il n'y avait pas de crédits pour ce genre de logements. A l'heure actuelle, l'Institut a besoin de 350 logements sur le campus. Dans un très proche avenir, il en faudra 500.

En dernier lieu, l'Université Simon Fraser, également située dans ma circonscription, connaît elle aussi une partie de ces problèmes. Elle se trouve dans une situation critique. Elle compte plus de 9,000 étudiants, mais ne peut en loger qu'une part infime sur le campus. Il y a 210 appartements sur le campus et une cité universitaire de 225 lits. En septembre dernier, 3,200 étudiants ont fait une demande de logement. Cela représente 300 étudiants pour 20 lits. Que font les autres? Il faut qu'ils louent des logements insalubres, des sous-sols où ils logent à deux ou à trois, ou bien ils sont contraints de retourner chez eux, se voyant ainsi refuser une formation à laquelle ils ont pleinement droit.

L'Université Simon Fraser a demandé au ministre chargé de la SCHL de l'aider à résoudre son problème de logement, mais on lui a répondu qu'elle ne recevrait absolument rien pour le logement des étudiants.

M. Kelly: Que fait le gouvernement de la Colombie-Britannique?

M. Robinson (Burnaby): Les députés là-bas voudraient en tenir les autres gouvernements responsables. Ils auront l'occasion de prendre la parole. Le gouvernement fédéral diminue son aide aux provinces, mais les députés pourront prendre la parole et expliquer à mes mandants et aux étudiants qui fréquentent l'Université Simon Fraser, l'Institut de technologie de la Colombie-Britannique et l'Institut de formation professionnelle du Pacifique pourquoi ils privent ces institutions de logements convenables. Les libéraux vont pouvoir s'expliquer. La direction de ces institutions ne peut pas recruter de professeurs